

## Sortir de l'Europe ? - 1/2

### Sortir de l'Europe ? Est-ce la bonne solution ? Quelles conséquences ?

Une sortie de l'Europe est-elle envisageable ?

Si on sort de l'euro, le franc vaudra 11.5% de moins que l'euro.

1 franc = 1.15 \$ contre 1 € = 1.30 \$

Rembourser avec une monnaie plus faible une dette libellée en monnaie forte (euro, dollar, franc suisse) a un coût...

La dette passera mécaniquement de 1700 à 1920 milliards !

Mais y a pire...

Des tas de communes française ont par exemple des dettes libellées en franc suisse auprès de banques suisses.

Actuellement on a 1 € = 1.21 franc suisse environ

Imaginez une commune française qui a une dette de 12 100 000 francs suisse, cela fait donc 10 millions euros.

Si l'euro avait baissé et que nous avions atteint la parité euro/ franc suisse (et cela serait arrivé si la Banque Centrale Européenne n'avait pas artificiellement maintenu l'euro plus fort que le franc suisse), nous aurions eu 1 € = 1 franc suisse

et la dette de la commune française en question serait passée de 10 millions à 12.1 millions euros...

A cause de la baisse de l'euro les dettes des communes françaises AUGMENTENT déjà mécaniquement et des tas de projets sont repoussés tels que construction rénovation d'hôpitaux ou écoles, des parcs sportifs, moins d'aménagement de routes pour fluidifier le trafic (tel que transformer un carrefour en rond point), etc.

Alors imaginez, que l'on passe au franc, parce que le franc vaudra 11.5 % de moins que l'euro, les dettes des communes augmenteront d'un coup de 13 % !!!

1 franc = 1.15 \$ donc 1 \$ = 0.87 franc

1 euro = 1.30 \$ donc 1 \$ = 0.77 euro

Donc 0.87 franc = 0.77 euro

1 franc = 0.885 euro

Si une commune a une dette de 13 millions de dollars

cette dette coute 10 millions euros (car 1 € = 1.30 \$)

Cette même dette coutera 11.3 millions de franc

Soit + 13 %

Cela serait catastrophique pour les finances des communes françaises...

Cela serait aussi la destruction de nombreux emplois...

Mais aussi cela entrainerait une forte hausse brutale des impôts locaux, taxe d'habitation, taxe foncière, hausse des coûts des services telles les crèches pour enfants, etc.

Parce que notre monnaie sera 11.5 % moins chère, les importations coûteront également 13 % plus chères...

Hausse de prix des matières premières répercutées sur les prix de fabrication et les coûts à la consommation...

Hausse du prix du carburant à la pompe... (pour information la baisse de l'euro face au dollar contribue déjà à la hausse du prix des carburants actuellement même)

Beaucoup de pouvoir d'achat en moins en perspective...

## Sortir de l'Europe ? - 2/2

Emprunter directement à la banque nationale

Quant à dire que le fait de ne pas pouvoir emprunter directement à la Banque Centrale nous aurait endetté...

En 2011, la France empruntait sur les marchés des OAT à 10 ans au taux d'environ 3.1 % Mais sur la même année, l'inflation était de 2.4 %. La France a donc emprunté à un taux inflation déduite de seulement 0.7 % environ en 2011.

Alors bien sûr tu vas dire que l'on pourrait carrément emprunter à taux 0 %... Mais cela reviendrait aux mêmes effets qu'une monétisation massive avec dévaluation d'autant de l'euro à cause d'une augmentation de la masse monétaire, cela aurait finalement les même effets négatifs que la chute de l'euro que je décris un peu plus haut. Mais alors si en plus on serait déjà sorti de l'euro et que les dettes auraient mécaniquement augmenter de 13 %, une nouvelle baisse de l'euro serait inenvisageable.

Et les taux d'emprunts ?

Parce qu'elle gère sa propre monnaie, et peut emprunter à sa Banque Nationale d'Angleterre, l'Angleterre (malgré des très mauvaises conditions économiques) emprunte à seulement environ 2 % sur les marchés.

Mais c'est en réalité sa capacité à monétiser de la dette qui explique ce taux si faible. Après une sortie de l'euro et des dettes augmentées de + 13 %, il ne nous sera pas possible avant des années d'envisager de monétiser et dévaluer encore l'euro... Nos taux d'emprunts ne baisseraient donc pas tant.

De plus, comme dit plus haut la France n'a en réalité emprunté qu'à un taux inflation déduite de 0.7 %. Il n'y a donc pas d'énormes baisses de taux à envisager.